

sem 38

Attaque.....	1
Grenoble : Ni shop, ni connecté !.....	1
De la Haute-Savoie aux Yvelines : Stop au spécisme, stop à la répression !.....	3
A Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) :.....	3
A Saint-Arnoult-en-Yvelines :.....	4
Prison de Fresnes : Même après les arrestations, les incendies de voitures de matons continuent !	6
Communiqué : mardi soir nous avons attaqué l'étude d'avocat M&Z Legal.....	7
L'angoisse de la page blanche.....	8
Paris : Action contre la maison d'édition Ring.....	8
France : Maton et militaire rossés !.....	10
Forêt d'Hambach, Allemagne : Interruption du transport ferroviaire sur la mine de charbon à ciel ouvert – 15 juillet 2018.....	10
Australie : Manifs et émeutes après une tentative de suicide d'un sans-papiers – 3 septembre 2018.....	10
Angers : l'ouest toujours antifasciste.....	12
Angers, France : La manif antifasciste régénère – 22 septembre 2018.....	14
Kiev: anarchists attack Interior Ministry training center.....	19
Luttes.....	22
Nouvelle-Calédonie : Contre les nuisances minières, contre l'autorité traditionnelle.....	22
Random.....	24
[Chanson] Fille de Toto - Chorale Revolutionnaire Solidaire.....	24
Réflexion.....	25
Réflexion autour du « procès de l'extrême-droite ».....	25
Détruire la Civilisation, détruire la Nature.....	30
Détruire la Civilisation, détruire la Nature Thèses pour la décivilisation et le devenir dangereux.....	30
Un nouvel ELAN dans la guerre aux pauvres.....	35
Google se paye 200 m ² de locaux publicitaires en plein centre de Nancy.....	37
Répression.....	40
Cédric Herrou bousculé à Valence par des militants anti-migrants de Génération identitaire.....	40
Appel à rassemblement le 25 septembre devant le Palais de Justice pour soutenir notre ami Loïc !	41
Hambourg – Bure, ou quand l'idée de justice s'embourbe Solidarité avec Loïc Citation // par Groupe de Soutien antinational.....	41
Forêt d'Hambach, Allemagne un mort lors d'une des tentatives d'évacuation de la forêt.....	44
Solidarité.....	46
Warsaw Anti-Prison Days 2018 (Poland).....	46
[ZAD NDDL] En mémoire de steffen et tout les autres !.....	46
Communiqué for September 9th Burnside Jail Noise Demo.....	47

Attaque

Grenoble : Ni shop, ni connecté !

extraits de Place Gre'net / dimanche 16 septembre 2018

Dimanche 16 septembre au matin, les débris sont encore bien présents sous les regards curieux des promeneurs dominicaux et des fidèles se rendant à l'église Saint-Louis. **Le Shop Tour connecté, boutique itinérante installée rue Félix-Poulat à Grenoble par la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Grenoble, a été incendiée dans la nuit du vendredi 14 au samedi 15 septembre. Le local mobile avait été inauguré la veille.**



Objectif du Shop Tour connecté ? Présenter des innovations et « tester les nouvelles technologies numériques pour s'adapter aux nouveaux comportements d'achat »,écrivait la CCI. **Écrans connectés, étiquettes intelligentes, modules de réalité virtuelle ou augmentée, autant d'équipements partis en fumée.** Installé rue Félix-Poulat, le Shop Tour devait déménager Caserne de Bonne le 15 septembre; avant d'être installé à Voiron, Crolles puis Pontcharra.

Si l'origine de l'incendie est encore inconnue, **les employés de la structure ont du mal à croire à une cause accidentelle.** « *Il n'y avait pas de combustible ou de matériel qui puisse être source de flammes* », indique ainsi l'une d'entre-eux à nos confrères de France Bleu. Sur Twitter, tout en dénonçant le sinistre, le directeur général de Grenoble École de management Loïck Roche évoque pour sa part une « *destruction au cocktail Molotov* » du Shop Tour de la CCI. [...]

De la Haute-Savoie aux Yvelines : Stop au spécisme, stop à la répression !

A Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) :

Le Messenger / mardi 18 septembre 2018

Le mardi 18 septembre à 3 heures, **des militants antispécistes s'en sont pris aux vitrines de la boucherie Les fils de René Comte située sur la place du Maquis-des-Glières, au cœur de Saint-Julien-en-Genevois.**

Réveillé par des bruits de verre cassé, un commerçant du centre-ville de Saint-Julien-en-Genevois a rapidement prévenu les forces de l'ordre le mardi 18 septembre à 3 heures du matin. *« On dormait les fenêtres ouvertes quand j'ai entendu le bruit d'une vitre qu'on casse. Je me suis levé et j'ai vu les silhouettes d'un homme et d'une femme s'enfuir du côté du Crédit agricole. Je leur ai crié que j'allais appeler la police pour les faire fuir. L'un des deux individus est même revenu sur les lieux en vélo pour récupérer quelque chose »*, témoigne Laurent Lambert, le gérant du Carrefour.



La boucherie voisine, Les fils de René Comte, vient en effet de se faire attaquer par des militants antispécistes et anti-viande. **Les deux vitres de la boucherie, installée depuis 53 ans dans la commune, sont brisées et un tag de peinture noire, à moitié lisible, orne la façade.**



Rien d'étonnant pour le cogérant Jean Comte, dans l'entreprise familiale depuis 32 ans : « *C'est la première fois que nous subissons ce genre de vandalisme mais je ne suis qu'à moitié surpris car, en France, il y a déjà eu presque 70 boucheries attaquées par ces militants. La Confédération nous avait avertis* ».

Dépité, le maire Antoine Vieillard [*ci-contre la tête de ce charmant monsieur, encarté au MoDem; NdAtt.*] a rapidement réagi sur sa page Facebook : « *Les fascistes antispécistes qui veulent vous interdire de manger de la viande contre votre gré se sont attaqués cette nuit à une boucherie de Saint-Julien. En parallèle de l'enquête en cours et par solidarité avec les excellents bouchers de Saint-Julien, je vous propose cette semaine de vous souvenir en mangeant beaucoup de viande que l'on peut débattre, échanger et dialoguer sans violence.* »

Les vidéos émanant des caméras de surveillances installées aux entrées de la ville ont été transmises à la police municipale. L'enquête est en cours.

A Saint-Arnoult-en-Yvelines :

Le Parisien / mardi 18 septembre 2018

[...] Ce mardi matin, **Marie Montini, qui tient la fromagerie – crémerie du centre-ville de Saint-Arnoult-en-Yvelines, a été réveillée par les gendarmes lui signifiant que sa boutique avait fait l'objet d'une attaque dans la nuit de lundi à mardi. Sur place, la commerçante n'a pu que constater les dégâts : vitrine fendue et façade barrée des mots « stop spécisme » tagués à la peinture rouge.**



[...] Les cas de dégradations d'une fromagerie par les extrémistes véganes sont encore rares. L'une a eu lieu à Lyon (Rhône) l'an dernier, l'autre dans le Nord cet été. **À quelques mètres de la boutique de Marie Montini, la Boucherie du Centre, victime d'une attaque du même type, toujours dans la nuit entre 3 heures et 4 heures du matin, n'est, elle, pas la première à être la cible des antisécistes.** [...] Là aussi la vitrine et la porte ont été brisées par de grosses pierres, la façade taguée avec ces mots : « Stop à la répression ». [...]

La Boucherie du Centre de Saint-Arnoult est, elle, la deuxième à subir une attaque de la part d'extrémistes véganes dans le département. Le 2 juillet dernier, c'est un établissement de [Jouy-en-Josas](#) dont la porte vitrée avait été brisée. Le slogan « Stop spécisme » avait été tagué sur sa vitrine. « Il n'est pas normal de s'en prendre à d'innocents travailleurs comme cela, déplore Jean-Raymond Dumas, président de la Fédération de la Boucherie en Ile-de-France. On ne sait pas ce que cherchent ces gens, et j'ai peur qu'un jour, ils tombent nez à nez avec un commerçant pendant une de leurs actions. Il pourrait y avoir un drame ! L'Etat va devoir réagir, proposer des solutions. Cela commence à faire beaucoup trop de dégâts. » Début juillet, la Confédération française de la boucherie-charcuterie et traiteurs (CFBCT) avait chiffré « au moins à une cinquantaine, soit par des tags soit par des bris de glace » le nombre d'actes ayant visé des boucheries sur l'ensemble du pays.

Prison de Fresnes : Même après les arrestations, les incendies de voitures de matons continuent !

Le Parisien / lundi 17 septembre 2018

Au total 4 voitures ont été détruites et 2 endommagées dans la nuit. Plus de 15 véhicules ont été incendiés depuis le mois de juin. Vingt personnes ont dû être évacuées du domaine pénitentiaire de Fresnes dans la nuit de dimanche à lundi. Tous membres du personnel qui se trouvaient dans un bâtiment appartenant au site lorsqu'un incendie de véhicules s'est déclaré à proximité. Le cinquième incendie du genre en quelques mois.



Quand la police est arrivée sur place peu après 2 h 30 du matin plusieurs voitures étaient en feu sur un parking réservé au personnel de la prison entre les miradors 4 et 5. Au total six voitures ont été touchées : quatre incendiées, deux endommagées par propagation. Il n'y a eu aucune victime mais une évacuation d'un bâtiment par précaution donc, les flammes ayant commencé à le noircir.

D'après nos informations, un surveillant qui se trouvait dans l'un des miradors de la prison aurait aperçu un homme vêtu de noir mettre le feu avant de prendre la fuite en courant, vraisemblablement vers la cité Jean-Moulin.

Le nouvel incendie de voitures, le cinquième en quatre mois, intervient alors que quatre hommes dont trois mineurs ont été mis examen jeudi pour des incendies similaires survenus depuis le mois de juin. Ils ont été écroués, conformément aux réquisitions du parquet de Créteil, pour destruction du bien d'autrui par incendie en bande organisée. Ils font partie des six jeunes qui avaient été interpellés le 10 septembre par les policiers du SDPJ 94. Un septième avait été extrait d'un établissement pénitentiaire. Selon nos informations, ces individus feraient tous partie d'une bande de Fresnes, la « West gang » dont les « motivations » restent pour l'heure mystérieuses [*sérieux ? NdAtt.*].

A ce moment-là, 13 véhicules avaient déjà été incendiés. **Près de 20 à ce jour.** Une « étape » a été « franchie » pour le bureau local de Force ouvrière, des logements ayant « subi les dommages collatéraux de cette escalade de violence ». Et de réclamer « la présence de CRS sur le domaine et ses alentours ». Si « rien n'est fait », le même syndicat appelle à une mobilisation sur le domaine pénitentiaire mardi à partir de 19 h 30.

Sollicitée à ce sujet, l'administration pénitentiaire n'était pas en mesure de nous répondre lundi soir. Début août, suite à un autre incendie, elle avait évoqué le déploiement progressif d'un « vaste plan de sécurisation du domaine de Fresnes » comprenant notamment « la mise en place de filets anti-

projection de 15 m de haut rendant impossible les projections », « l'installation par la mairie avec le soutien de la préfecture de quatre caméras à proximité du domaine pénitentiaire avec renvoi sur poste de sécurité de l'établissement », « la création d'une équipe locale d'appui et de contrôle dotée d'un véhicule pour circuler sur le domaine ».

Communiqué : mardi soir nous avons attaqué l'étude d'avocat M&Z Legal



Par notre action nous tenons à dénoncer toute collaboration avec le régime dictatorial de Recep Tayyip Erdogan. La Suisse malgré son discours officiel "critique" face à Erdogan continue à investir massivement en Turquie. En 2015, elle était le 12ème investisseur au plan mondial et en 2017 les échanges commerciaux entre les deux pays s'élevaient à 4.6 milliards de francs.

La Suisse vend directement ou indirectement des armes à Erdogan et ses milices que ce soit en Turquie ou en Syrie. Il y a peu des grenades suisses étaient retrouvées dans le nord de la Syrie aux mains de l'Etat Islamique. Jusqu'en 2017, l'industrie suisse de l'armement a continué de vendre du matériel militaire à la Turquie alors que les liens entre la dictature turc et l'Etat Islamique ou d'autres groupes islamistes étaient connus. Ses armes ont très certainement été utilisées lors de l'invasion d'Afrin et continueront à servir à attaquer le projet révolutionnaire au Rojava et dans les autres régions du Kurdistan.

Le régime de l'AKP est aussi connu pour ses violations des droits humains et sa répression contre tous les mouvements sociaux progressistes. Par l'enfermement de syndicalistes, journalistes, avocat.es, politicien.nes progressistes, enseignant.es, militant.es LGBT, Erdogan tente d'écraser toute opposition. Ces tentatives ne s'arrêtent pas aux frontières de la Turquie car en Europe et en Suisse aussi, les opposant.es sont poursuivi.es par des voies légales comme des mandats d'arrets internationaux que les pays occidentaux s'empressent d'appliquer. La Suisse a à plusieurs reprises

arrêté des opposant.es politiques puis les a extradé.es en Allemagne d'où ils/elles sont menacé.es d'être remise aux autorités turques. Quand Erdogan n'arrive pas à ses fins par les voies légales il n'hésite pas à faire appel à des milices en Europe qui feront le sale travail.

Nous espérons que notre action sera suivie par d'autres, en Suisse et ailleurs contre tout les collaborateurs et profiteurs de la dictature Turquie.

Nous saluons aussi toutes celles et ceux qui se déplaceront à Berlin et à Köln les 28 et 29 septembre lors de la visite d'Erdogan en Allemagne. Que sa visite soit un désastre !

Longue vie aux mouvements révolutionnaires en Turquie et au Kurdistan !

Biji bexwedana Afrine ! Biji bexwedana Rojava !

Berxwedan Jîyan e !

Commando Sehid Barbara Kistler

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

L'angoisse de la page blanche



publié le vendredi 21 septembre 2018 à 21:16 | Briquet·tes |

Des govass, il en crame tous les jours. Ce n'est peut-être pas pour rien. Que représente cette cage de métal pour chacun·e d'entre nous ? Qu'est-elle réellement ? N'est-ce pas lui redonner sa valeur initiale que de la détruire ?

Nous avons allumé un feu sous le pneu avant gauche d'un utilitaire JCDecaux dans la nuit du 4 au 5 septembre. Au bout de quelques minutes, on entendait au loin le premier pneu éclater.

Combien de personnes s'en étant aperçues ont pris la peine de téléphoner à une quelconque institution ? Combien ont préféré admirer le spectacle de ce bûcher publicitaire ? Nous ne le saurons jamais.

Attaquer des voitures ne va pas changer la face du monde. Eventuellement, ça changera nos vies.

Nous n'oublions pas l'attaque contre les autres formes de pouvoir. En particulier celles dont nous sommes les actrices au quotidien. Il est peut-être plus engageant d'attaquer nos propres déterminismes que du matériel... même si brûler ce camion sérigraphié a fait du bien. Ce n'est qu'un des rares moments d'insoumission que nous pouvons nous permettre. Et le constat de notre soumission quotidienne est amer.

Ce fût tellement simple. Pourquoi laisser être tout ce matériel qui représente et facilite les oppressions qui nous sont imposées ? Si seulement tout ça pouvait disparaître aussi rapidement à coups d'essence et de briquet !

Contre toutes les formes de pouvoir, en particulier celles qui sont imprimées en nous-même.

Une pensée pour toutes les carcasses calcinées.

Une accolade à nos complices connu·e·s et inconnu·e·s, enfermé·e·s ou dehors.

A l'attaque !

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Paris : Action contre la maison d'édition Ring

reçu par mail / vendredi 21 septembre 2018

Dans la nuit du 20 au 21 septembre, des affiches, où l'on pouvait notamment lire « la France rose mécanique » ont été collées sur la maison d'édition Ring dans le 5^e arrondissement de Paris, connue pour publier des ouvrages d'extrême droite. De la peinture a aussi émaillé la façade, et un « Breum ! » a été tagué.

Marsault se plaint sur facebook

Au passage, les traces de la visite qu'ils avaient déjà reçu à la mi-novembre 2016 (source : un site de faf) :

NdAtt. : pour infos, les éditions Ring se trouvent au 10 Rue de l'Arbalète, 75005 Paris

France : Maton et militaire rossés !

Dans la matinée du dimanche 16 septembre à Castres (Tarn), un militaire qui faisait son jogging s'est mangé des coups en pleine face. Alors qu'il traversait le quartier d'Aillot, sa présence n'est pas passé inaperçu. A la suite d'une altercation avec des jeunes (dont bien sûr on ne connaît pas l'origine), il souffre de contusions et s'est fait péter deux dents.

Mardi 18 septembre, en plein après-midi, un maton en poste à la prison de Corbas, s'est fait planter devant son domicile de Décines (Rhône), alors qu'il relevait son courrier. Un individu muni d'un objet pointu l'a planté à plusieurs reprises, après lui avoir fait remarqué qu'il « *faisait moins le malin sans son uniforme* ». Le geôlier s'est fait délivrer 10 jours d'ITT. Si ça ce n'est pas un avertissement clair à celles et ceux qui engagent et broient des vies...

Forêt d'Hambach, Allemagne : Interruption du transport ferroviaire sur la mine de charbon à ciel ouvert – 15 juillet 2018

La voie ferrée d'Hambach court-circuitée

Dans la nuit du 14 au 15 juillet 2018, nous avons provoqué un court-circuit sur les caténaires de la voie ferrée d'**Hambach**. Nous montrons également par ce geste notre solidarité avec les personnes de la forêt d'Hambach. Faire un court-circuit se fait en deux temps trois mouvements, alors venez l'expérimenter ! La sortie de l'exploitation est un travail manuel ! Smash Coal, smash RWE!!!!

[Traduit de l'allemand de [Chronik](#)]

Australie : Manifs et émeutes après une tentative de suicide d'un sans-papiers – 3 septembre 2018

A la suite d'une tentative de suicide présumée d'un demandeur d'asile dans un centre de rétention australien, de nombreuses manifestations ont eu lieu. D'autres retenus ont également bouté le feu au bâtiment situé à environ 90 kilomètres de la grande ville de Perth. Selon les autorités, l'incendie a pu être maîtrisé. Selon un avocat, un



demandeur d'asile irakien âgé de 22 ans a tenté de se pendre dans sa cellule. Les manifestations se sont déroulées dans ce qu'ils appellent « un centre d'hébergement pour demandeurs d'asile ». Dans ces installations sont hébergés des étrangers qui se trouvent en Australie sans papiers en règle.



[Traduit de l'allemand de [Aus dem Herzen der Festung](#), 5. September 2018]

Angers : l'ouest toujours antifasciste

  publié le dimanche 23 septembre 2018 à 19:19 | Nantes Révoltée |

Depuis des mois, les idées d'extrême droite se banalisent. Des chroniqueurs racistes occupent à longueur de journée les plateaux de télévision. Des ministres multiplient les surenchères contre les réfugiés. Les mouvements étudiants sont attaqués par des groupes néo-nazis généralement impunis. Ce climat se conjugue avec une stratégie de «conquête territoriale» : l'extrême droite la plus radicale tente de s'implanter en ouvrant des locaux dans différentes villes, générant à nouveau des agressions. Dans l'ouest, c'est à Angers que des néo-fascistes ont choisi d'ouvrir un lieu qu'ils ont baptisé « L'[Alvarium](#) ». C'est contre l'implantation de l'extrême droite dans les médias, au pouvoir et dans nos villes, qu'[une manifestation régionale](#) était organisée à Angers, samedi 22 septembre. L'évènement venait clôturer [une semaine de débats](#) sur différents sujets d'actualité.





Autour de 14H, plus de 500 manifestants s'élancent à un rythme tranquille dans le centre-ville, en chantant des slogans. Le défilé semble bien reçu par les angevins : un commerçant aide un jeune à coller un autocollant antifasciste en hauteur. Plus tard, les participants à une cérémonie de mariage salueront cordialement le défilé. Quelques passants se joignent au cortège. Dès le début du parcours, une banque est démenagée dans une ambiance relativement calme, mais inattendue et inhabituelle pour la ville. La manifestation peine à garder le rythme. Des tags fleurissent sur les murs. Le défilé continue, en déviant parfois sa trajectoire à cause des forces de l'ordre. Quelques vitrines de banques sont esquivées à nouveau.

Peu après, les organisateurs appellent à la dissolution du cortège devant l'hôtel de ville. Un parcours qui semble trop court pour environ 200 manifestants qui continuent en direction du local fasciste, après avoir construit des ébauches de barricades. La présence policière se fait alors plus visible. Arrivé dans la rue de « L'Alvarium », le cortège est bloqué par une imposante ligne de gendarmes, mais recule sans heurts. Plus tard, des véhicules de police reçoivent des projectiles. Alors que la plupart des manifestants sont dispersés, quelques banques sont à nouveau prises pour cibles. De la fumée s'échappe d'une vitrine. La police mène alors une chasse à l'homme dans le centre-ville, et 7 personnes sont arrêtées.

Des confrontations auraient eu lieu en parallèle. Un journaliste évoque le passage à tabac d'une personne reconnue comme « antifa » par un groupe d'extrême droite, en terrasse d'un bar. Par ailleurs, la soirée festive qui devait conclure la journée est malheureusement annulée.

La même après-midi, plus de 2000 personnes manifestaient à Nantes pour [un accueil inconditionnel des exilés, et contre les expulsions](#). Un défilé massif, quelques jours après l'évacuation du square Daviais par les forces de l'ordre. La mobilisation dynamique à Angers et le défilé populaire à Nantes démontrent qu'il n'y a pas de place pour les pratiques d'extrême droite dans l'ouest. La vigilance et le combat continuent.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Angers, France : La manif antifasciste régénère – 22 septembre 2018

Ce samedi 22 septembre en début d'après-midi était prévue une « manifestation festive » contre l'extrême-droite et leur QG, « L'Alvarium », dans le cadre d'un festival intitulé « A l'Ouest mais toujours antifasciste » et organisé par le Réseau Angevin Antifasciste (RAAF). Cette manif fut donc festive, sauvage même, régénérant un peu l'antifascisme de ces derniers temps.

Entre 200 et 300 personnes cagoulées ou cachées par des parapluies, ont pris la tête du cortège. Dès le début, de nombreux tags, faisant notamment écho à l'assassinat de Clément Méric, fleurissent sur



les murs, tandis que plusieurs agences bancaires sont attaquées: les vitres du Crédit agricole, boulevard Saint-Michel, sont brisées. Même sort pour deux autres agences de la Société Générale et de la Caisse d'Epargne. Un départ de feu dans une agence de la BNP Paribas, ainsi que des affrontements avec la flicaille,

illumine même la fin de manif. Plusieurs véhicules de police se font caillasser. Six personnes auraient été interpellées.

On notera **la distanciation du collectif antifasciste local à travers un communiqué publié le soir même** et qui, par la même occasion, décide d'annuler les rendez-vous restants du festival.

Il semblerait que le tumulte angevin se soit poursuivi jusque tard dans la nuit puisque le local des fachos a été la cible d'un incendie. Deux personnes auraient malheureusement été interpellées. Lors de la manif, les flics avaient barré la route au cortège qui tentaient de se rendre devant l'Alvarium. Rappelons que mi-juillet, ce même repaire de fascistes avait déjà été incendié.









Kiev: anarchists attack Interior Ministry training center

From a2day.net

Anarchy Today Note: Ukrainian Media are unwilling to report the fire at the training center, yet the news and the photo are [published in the Internet](#). We received the information by mail on September 20 2018.

2018.09.19. Kiev. Anarchists attacked the training center of the Ministry of Internal Affairs

Repressions and prisons have become part of our lives, as well as of lives of all those recalcitrant comrades who prefer to conduct an offensive struggle against the state and capital, attacking all manifestations of power and destroy the oppressive order. More and more often in the course of this struggle, we hear calls from all corners of the world for solidarity with repressed and imprisoned

like-minded people, we hear stories how yet another one of us was put behind bars, beaten, tortured or even killed , and also hear how this or that infrastructure of anarchists was destroyed, plundered, how this or that initiative suffered from raids from punitive groups of the [Ministry of Internal Affairs](#) (MVD).

The authorities, like a hundred years ago, are trying to stop us. Today, like yesterday, we are opposed by the guardians of the state structures that were trained and endowed with the “legal right” or in simple words — state dogs loyal to their masters and interested in maintaining the status quo, repressing anarchists and other unruly people.

All these unpleasant moments will occur and accompany us along the way to our liberation. All this is expected and unsurprising. The call from the enemy has long been accepted by us, as soon as we became anarchists, and calls from our comrades became very clear. To us it only means that the struggle against manifestations of power has to be permanent! Therefore, only indefinite solidarity, struggle until the full victory and satisfaction of all our rebel desires! No negotiations with state officials: a constant conflict with the authorities!

Before telling our brothers and sisters about our next act, it’s worth talking and speculating on the chosen aim and the method we used. The method that our rebellious hearts preferred was coordinated with the convictions and ideas of other insurgent anarchists that attacks, arsons, explosions and armed actions against our enemies should be an integral part of the war against them.

Now about the choice of the target. As a target for retaliatory attacks, we consider enemy structures, factions and individuals, as well as any infrastructure connected and serving to commit state terror against anarchists and thinking people. The state continues to torture, break, destroy, arrange trials and throw freedom fighters in jail. Therefore, we attack those who control, arrest and kill us on a daily basis.

Our enemy: starting with the police, judges, prosecutors and prison guards, ending with conscious citizens who form and support this rotten society. In short, every key figure in the system, its every servant, is a target for us, anarchist guerrillas.

Unlike them, we are anarchists, and therefore we do not want to belong to any state and follow their laws. We are not obliged and do not want to obey the laws, because any law is supported by the inevitability of punishment for its violation on the right of vengeance appropriated by the state. In our relationships with other people we are not guided by laws written by officials. Our law is our ethics!

Each target segment requires separate consideration and explanation for their misconduct. Given that at night the fire was initiated in the training center of the Ministry of Internal Affairs, we should pay attention to this organized gang.

In Ukraine after the Maidan in 2014, the new government started the so-called reform of the Ministry of Internal Affairs. Its main task was to transform the police into the “national police”, to rehabilitate the image of the power structures and restore the people’s confidence in them. They are

trying to convince the people that the new police is not that hateful police that appeared in the Soviet era. This trick is as old as the world itself. In spite of all the reforms they remain the same cops! More than a hundred years ago the territory of modern Ukraine belonged to the Russian Empire, even then there was the police which was protecting the state and rich people, as it is doing today. Then all the revolutionaries waged war against it until the February revolution of 1917, after which the police department was abolished.

Now, the brainchild of the Ministry of Internal Affairs, which was created by the authorities and accountable to them, is completely structured and is aimed at carrying out repressive and punitive functions, protecting the powerful and wealthy citizens from our presence in the streets. Therefore, no old or new government and no state — Ukrainian, Russian, Belarus, Greek, etc., with their police and ministries — can never win our trust. We perfectly know all their intentions and therefore, as long as the repressive apparatus remains, we will continue our struggle!

An ordinary police patrol, operatives or a special-purpose group are in a state of readiness and, by the signal of the higher authorities, they will detain anyone, and then apply measures of restraint and punishment to him. All according to the instructions and laws that protect the state and capital. Before we get into jail and are handed over to the prison guards, our brother and sister will have to deal with representatives of the Ministry of Internal Affairs. So, the Interior Ministry and everything connected with it is viewed by us as an instrument to break the spirit and will of an insurgent anarchist, energetically moving forward.

From the point of view of the revolutionary perspective, one can also safely say that the existence of such a professional institution as the Interior Ministry harms not only us, anarchists, but also the rest of society, destabilizing and weakening its opportunities for self-defense — thereby leaving people without the right to self-defense, making them feel helpless. The population, being unable to solve problems independently, transfers these powers to the system, and the Ministry of Internal Affairs, in turn, like any other state institution, relies and thrives on fear, inability of people to realize their internal potential, without external constraints.

So, at night, on September 19, 2018, the center for training of the Ministry of Internal Affairs employees became the object of our attack. It is here, in the training center, that they are trained in order to successfully detain us, shoot at us, practice the seizures and assaults of our apartments in full arms, which ordinary people are not allowed to possess.



The training center is located 500 meters from Boryspilskaya Street, in the forest, in the Darnytskyi district of the city of Kiev. In the center there are pistol and automatic shooting galleries, an obstacle course, a tennis court, a volleyball court, a field for mini-football, training rooms, as well as a structure where groups of capture are practiced. It was in such a structure that we launched a red cock! For more than four months we had been looking after this object. Just during this time, in the above mentioned building, expensive repairs were carried out and electrical equipment was purchased. For arson, we needed 17 liters of incendiary mix, 10 car tires and old things found on the street. We made 2 fire areas in different places. Also on the wall we left a message: Destroy the Ministry of Internal Affairs. The guard and two dogs did not suspect anything ...

Although our attack is symbolic, but still it points to the enemy and the direction in which resistance must develop.

Our warm greetings and solidarity to the anarchists in Russian and Belarussian prisons and prison camps: Ilya Romanov, Oleksandr Kolchenko, Sergey Romanov, Yevgeny Karakashev, Ilya Shakursky, Vasily Kuksov, Dmitry Pchelintsev, Victor Filinkov, Andrei Chernov, Arman Sagynbaev, Mikhail Kulkov, Maxim Ivankin , July Boyarshinov and others.

This fire is for you. It does not matter to us whether you are guilty or not, whether or not you are involved in what you are accused of. The fact is that in the struggle against the state we are all guilty. Therefore, know that: if the “innocent” once deserved our solidarity, then the “guilty” will deserve it a thousand times ...

We also want to say words of solidarity to the anarchists operating in the Chile, Greece, Italy and all the other comrades who fight both outside and inside the prisons! Know that your actions and struggle are important for us!

Long live Anarchy!

Destroy the Ministry of Internal Affairs! Destroy the state!

Ilya Romanov anarchist cell / FAI-IRF

Luttes

Nouvelle-Calédonie : Contre les nuisances minières, contre l'autorité traditionnelle

Tahiti-Infos / vendredi 13 septembre 2018

Filiale du groupe français Eramet, **la SLN a fermé le site d'extraction de Kouaoua** (côte est de Nouvelle-Calédonie) le 14 août, estimant « ne plus être en mesure d'assurer la sécurité de son personnel et de ses installations ». La force majeure a été déclarée.

En raison de cette crise, l'industriel est en situation « difficile » pour atteindre son objectif de production de 57.000 tonnes de ferronickel en 2018, de même que celui de baisser son coût de production à 4,5 dollars la livre sur l'année, a-t-on appris de même source.

La décision de fermeture est intervenue **après 10 incendies d'origine criminelle depuis avril du convoyeur du site, La Serpentine**, qui descend le minerai de nickel de la mine au bord de mer et après le blocage des accès à la mine par une cinquantaine de jeunes pour des questions environnementales.

Ces jeunes protestent contre l'ouverture par la SLN de trois nouveaux gisements, suspendue par arrêté début septembre afin d'apaiser les esprits.

Dans ce conflit, **les jeunes s'opposent aux chefs coutumiers kanak de la région, qui avaient par le passé donné leur feu vert à ces nouvelles exploitations.**

Avec l'appui de l'État, une médiation est en cours mais elle n'a jusqu'alors pas abouti.

Vendredi, une commission minière communale, rassemblant autorités administratives, SLN et responsables coutumiers, a eu lieu à la mairie.

L'avis favorable au projet d'ouverture de mines a été confirmé et des discussions avec les jeunes ont été programmées.

L'issue de la réunion a toutefois été marquée par un incident grave: un responsable coutumier est décédé d'une crise cardiaque après avoir lu une virulente déclaration.

« **Il y a une ambiance abominable entre les coutumiers et les jeunes, qui sont parfois leurs propres enfants ou des neveux et nièces** », a confié à l'AFP un employé sur mines.

Ce conflit qui touche quelque 400 salariés et prestataires, intervient alors que la SLN enregistre des pertes pour la sixième année consécutive et qu'un plan d'amélioration de la compétitivité, indispensable à la pérennité du premier employeur du Caillou, est en œuvre.

Les dégâts des incendies de La Serpentine ont par ailleurs été évalués à 1.6 million d'euros tandis que depuis le blocage du site, de nouveaux incendies et actes de vandalisme ont à nouveau touché le convoyeur.

Ce conflit lourd et complexe nourrit en outre les inquiétudes des autorités en Nouvelle-Calédonie, à quelques semaines du référendum sur l'indépendance le 4 novembre, qui pourrait cristalliser les tensions.



La gueule de leur mine

NdAtt. : on peut lire de quelques unes de ces attaques contre les sites miniers de SLN [ici](#).

Random

[Chanson] Fille de Toto - Chorale Revolutionnaire Solidaire



Composée en 2015-2016, Fille de Toto est le détournement de Je suis fils de Corrigan Fest. À partager et à chanter sans modération dans toutes vos manifs, ZAD et lieux de luttes .

Je suis fille de toto qui milite à Montreuil,
Je suis fille de zadiste née parmi les chevreuils
Je suis fille d'antifa, grandie au syndicat
Et fille de féministe qui n'se mariera pas

Fille des perquisitions et des assignations
Enfant des gardes à vue et de la répression
J'ai une fiche RG bien qu'on me l'ait cachée
C'était sujet de honte j'en ferai ma fierté

J'ai été bercée par la semaine sanglante
Passé toutes mes vacances à Notre Dame des Landes
J'ai fait 60 AG, toutes au CICP
Et malheureusement, ç'n'a jamais rien donné

Et mes doudous c'étaient des tracts et des keffieh
J'ai appris la grammaire déjà féminisée
Posées sur l'infokiosque, mes rédactions scolaires
Même que parfois je rendais un tract contre la guerre

C'était moi la poussette des manifs déclarées
Avec des slogans j'ai appris à parler
Dès l'âge de 8 ans en noir dans les manifs
Et je sais que jamais je n'ai raté une diff'

Les collages que j'faisais à mon école primaire
C'était des affichages pour les no borders
Face a l'autorité je n'voulais pas m'soumettre
Et quand j'étais collée j'gueulais NI VIEUX NI MAITRES X2

L'originale de Corrigan Fest [ici](#)

Réflexion

Réflexion autour du « procès de l'extrême-droite »...

Mise au point :

En premier lieu, nous tenons à rappeler que si ce texte porte une critique de cet appel à « faire le procès de l'extrême droite » porté un peu partout en France par différents groupes et organisations, il ne vise évidemment pas les proches de Clément Méric et les camarades pris dans la procédure en cours, ni les choix qui leur semblent s'imposer ici et maintenant face aux juges, en premier lieu face aux accusations potentielles qui pourraient s'abattre sur eux.

Les auteurs de ce texte ont d'ailleurs largement soutenu, financièrement et par leur présence active dans les manifs, les personnes engagées sur le procès. L'objectif est de réfléchir aux conséquences qu'un tel appel à « faire procès » pourraient avoir, par delà l'affaire du meurtre de Clément.

I) Ce qu'implique un durcissement de la justice et de l'appareil d'État vis-à-vis des fascistes

– Dans notre rapport aux institutions :

La proposition qui est faite aujourd'hui est un appel à faire le « procès » de l'extrême droite, ce qui en d'autres termes signifie produire une contribution politique et un appui idéologique à la procédure judiciaire en cours, en dénonçant « l'impunité » dont bénéficieraient les fascistes, autrement dit en appelant à un durcissement de l'appareil pénal contre ceux-ci.

D'emblée, il y a quelque chose de paradoxal et malaisant dans le fait de s'engager dans une réflexion qui nous projette du côté des juges, des procureurs, etc. La fonction de défense de l'ordre et du capitalisme par la machine judiciaire ne devrait plus faire aucun doute pour qui prend part au moindre mouvement social, et le paye parfois chèrement.

Même lorsqu'on cherche à travers cette démarche à faire la lumière sur les faits réels, ce qui semble invoqué lorsqu'on en appelle à la « vérité », on sait par expérience que le récit et les descriptions produits durant les audiences sont soumis à un formatage destinés à l'élaboration d'une grille de lecture prétendument « neutre » pour les magistrats. De « vérité », dans un tribunal, on ne trouvera qu'une vérité judiciaire.

Cette méthodologie, qui n'entrevoit le monde qu'à travers la défense mécanique de l'ordre public, vide de leur substance les actions politiques et tend à ramener ces actes à leur dimension individuelle et anecdotique, les réduisant à des faits divers.

Notre situation depuis l'accusation tend au mieux à l'impuissance, à la délégation aux pouvoirs publics d'une vengeance que nous aimerions infliger aux fascistes. Au pire, à un mimétisme des institutions du pouvoir, qui ne semble pas très crédible, et qui, si elle était crédible, n'en serait pas plus sympathique (tribunaux populaires).

Il faut être lucides : dans le cas de l'arrestation et du jugement des assassins de Clément Méric, cette mécanique impuissance/délégation trouve sa source dans la gravité de la situation, qui est telle que l'intervention de l'État via la police criminelle paraît aussi inévitable qu'intrusive.

Mais si on sort de l'enceinte du tribunal et qu'on généralise cette attitude à l'ensemble de l'extrême droite « radicale », cet appel à la fermeté entre inévitablement en résonance avec celui qui, depuis les institutions de l'État et de l'ordre public, veut lui aussi mettre fin à « l'impunité » de groupuscules qui incarnent la frange la plus milicienne du fascisme français.

Or, la structure même de ce discours sur l'impunité est sensiblement la même que celle employée par le pouvoir pour qualifier les pratiques et les groupes les plus combattifs des mouvements et conflits sociaux auxquels nous participons.

Un rapide coup d'œil sur l'histoire des dispositifs répressifs majeurs développés par l'État français depuis un siècle ne manque d'ailleurs pas de nous renseigner sur le piège évident que comporte un appel au renforcement de la répression contre l'extrême droite.

On pourrait citer la Cour de Sûreté de l'État, mise en place dans le but de démanteler et liquider l'OAS, ou encore en 1936 la « loi sur les groupes de combat et milices privées » qui rend possible la dissolution de groupes politiques tout en pénalisant leur recomposition¹. Ce dispositif est au centre de la protection de l'État vis à vis des groupes politiques les plus virulents. La dangerosité de cette mesure, qui empêche concrètement de s'organiser politiquement, a été éprouvée plus tard par beaucoup de groupes révolutionnaires français dans l'après-68 (Gauche Prolétarienne, Jeunesse Communiste Révolutionnaire, Mouvement du 22 mars...).

Au cœur de la répression de l'extrême droite suite à la mort de Clément Méric, on trouve encore l'utilisation de cette loi, qui a servi à dissoudre les Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires, Troisième Voie, l'Oeuvre Française et les Jeunesses Nationalistes. L'application des décrets de dissolution entraîne des mesures extrêmement lourdes allant d'interdictions d'entrer en contact pour des cercles très larges d'individus à celles frappant des pratiques à la fois banales et essentielles, comme les diffusions de tracts, les réunions, rassemblements... Certains de leurs dirigeants ont été poursuivis très récemment pour « reconstitution de ligue dissoute ». La question n'est pas de plaindre des ennemis politiques, mais de comprendre comment des dispositifs juridiques qui touchent ces mêmes ennemis menacent des pratiques et des formes d'organisation, existantes ou potentielles, portées par les luttes et les mouvements sociaux, et dont l'existence et l'extension sont des conditions pour peser dans le rapport de force contre l'État et le capital.

Compte tenu de l'extension de l'aspect judiciaire de la répression actuelle des mouvements sociaux, on peut très sérieusement s'interroger sur le danger que comporte un renforcement de l'arsenal d'État, contre des groupes jugés subversifs par le pouvoir, qu'ils soient formels ou non (la loi s'appliquant notamment sur les associations de fait).

Si de tels dispositifs devaient tomber dans les mains de gouvernements d'extrême droite, il est évident qu'ils serviraient en premier lieu à réprimer les groupes révolutionnaires.

À généraliser le fait de s'en remettre à la justice et à l'intransigeance de l'État face aux actions de l'extrême droite, le risque est évidemment de valider la position actuelle du gouvernement libéral et de l'ordre républicain qu'il incarne, comme seul rempart crédible à l'extension du nationalisme le plus réactionnaire.

La récente mise en lumière de réseaux d'extrême droite se préparant à mener des attaques armées conforte par ailleurs l'appareil répressif anti-terroriste comme étant le seul à même de s'y opposer².

– Vis-à-vis des fascistes eux-mêmes :

Plus problématique encore, le discours sur la « fin de l'impunité » concurrence celui de l'extrême droite sur le « laxisme de la justice » principalement dans des affaires criminelles.

On a vu comment celui-ci s'illustre ignoblement en Allemagne où toute la gangrène néo-nazie du pays s'est mobilisée le 27 août 2018 à Chemnitz au cri de « nous sommes le peuple » pour exiger

une sanction exemplaire suite à un meurtre qui aurait été commis par deux immigrés, en saisissant l'occasion pour mener des ratonnades contre tout ce qui ressemblerait à un migrant.

Peu de temps avant, le 11 août, le groupe Génération Identitaire avait lui aussi tenté de créer une mobilisation suite à la mort d'un jeune à la sortie d'une boîte de nuit à Grenoble. L'opération avait lamentablement échoué, la famille s'étant dit extrêmement choqué par cette récupération politique. La proximité dans le temps de ces deux événements situés à plusieurs milliers de kilomètres, et pouvant regrouper aussi bien des citoyennistes réactionnaires que des nazis en uniforme, prouve que la tactique d'appel à une justice intransigeante est intégrée et systématisée par une aire très large de l'extrême droite, qu'elle soit française ou allemande.

Or, si nous partageons tous l'objectif de démolir le discours qui renvoie les fascistes et les révolutionnaires dos-à-dos, alors nous devons réaffirmer qu'à ce sujet nous entretenons un rapport fondamentalement différent aux autorités policières, judiciaires et aux pouvoirs publics.

Car contrairement aux actions des groupes révolutionnaires, toutes les attaques de l'extrême droite (y compris de la bande nazie la plus versée dans l'action de rue) appellent systématiquement à un renforcement et une intervention de l'État via ses flics, ses procureurs ou son armée... avec le fantasme caractéristique des nazillons de former leurs milices intégrées au bon fonctionnement des institutions.

On a pu le voir à de multiples reprises, à Rennes comme ailleurs : dans l'évacuation du plus grand squat de migrants de France, à Pacé en 2012, dans la défense d'une propriétaire dont une des maisons vide était occupée en 2015¹, ou encore à travers la tentative de déblocage de l'université Rennes 2 lors du mouvement du printemps 2018... De manière constante, l'extrême droite de rue comme celle de parti cherche toujours à incarner l'avant-garde (et y parvient malheureusement parfois) d'une intervention des pouvoirs publics jugés endormis ou paralysés par la bureaucratie et la « bien-pensance ».

De ce point de vue, notre position se doit d'être radicalement opposée en terme pratique et politique : demander (comme cela a été fait par des « camarades » à Rennes) un renforcement de l'intervention de la préfecture et de la mairie (qui a conduit à la mise en place d'un nouvel équipage BAC de nuit) après une descente brutale de 40 pseudos goudards un soir en centre-ville n'est pas simplement stupide et contre-productif.

C'est une véritable victoire politique pour des fascistes à peine capables de s'organiser en dehors de bastons rituelles, et qui voient chez les bacqueux des modèles virils, racistes, en plus d'alliés objectifs contre nous.

II) Retrouver des perspectives et construire une autonomie politique dans le combat contre l'extrême droite

Pour nous, l'explication d'un tel paradoxe, d'une telle contradiction dans nos positions tient essentiellement à la question de l'urgence et de la réaction : le rapport que la mouvance révolutionnaire entretient à l'extrême droite se pense presque toujours dans des temps où cette

dernière est assez puissante pour passer à l'acte, ou pire, lorsqu'elle est aux portes du pouvoir (local ou national).

L'urgence d'agir et l'horreur du moment motive alors assez aisément des discours d'appel à la justice, à l'appareil d'État et par effet de prolongement à l'ordre public... Avec des épisodes massifs comme en 2002 où toute critique pertinente de l'extrême droite était engloutie dans un tsunami républicain que certains rêvent toujours de reconstituer.

Pourtant, nous aurions tort d'oublier nos quelques victoires : si le Front National ne peut plus organiser de meeting à Rennes depuis bientôt quatre ans, c'est bien parce qu'une violente émeute a retourné le centre-ville (LIEN) et remis au cœur des enjeux politiques l'usage de l'ancienne bourse du Travail (où les fascistes avaient été autorisés à tenir leur tribune), réinvestie comme « Maison du Peuple » et épice de la lutte pendant le mouvement de 2016.

Si les conférences d'un réactionnaire se revendiquant de la « race celte » ont été annulées sur la fac peu de temps avant, c'est bien qu'une réaction collective et déterminée a pu avoir lieu à Rennes 2 pendant une période où il ne s'y passait quasiment rien.

On pourrait également citer la manifestation nantaise de février 2017, ainsi que l'action menée par des camarades de la ZAD contre les bus chargés de fachos, qui ont montrés un niveau d'organisation collective rarement atteints depuis des années.

Encore plus récemment, il faut saluer l'initiative des camarades qui, sur la brèche, ont bloqué un bus entier en partance pour la dernière Manif pour Tous.

Nous pensons qu'il est vital d'attaquer et ruiner l'extrême droite avant même qu'elle ne mène l'attaque : lorsqu'elle est faible, divisée, y compris lorsqu'elle se cache derrière les appareils victimaires du citoyennisme et de la liberté d'expression.

Qu'en ville, dans les bars, les salles de concert, les stades, les lycées, au boulot ou à la fac, etc., il faut se donner les moyens de tricardiser et tuer dans l'œuf le moindre projet de petit groupe, la moindre velléité d'organisation, qui peut par ailleurs très vite devenir dangereuse et polluer toutes nos activités politiques. Sapons l'action de l'extrême droite avant d'en arriver au point où nous devront solliciter ceux qui nous matraquent, nous jugent et nous condamnent dans nos luttes.

Que ce soit le Front National, le GUD, l'UNI, les hooligans, les soraliens, identitaires, nationalistes bretons d'Adsav ou du Parti Breton, nazillons métalleux et royalistes, aucun ne doit être pris à la légère, dans la mesure où ces groupes sont notoirement poreux et sont capables de s'agglomérer en l'espace d'une mobilisation éclair sur internet (comme au squat de Pacé, lors de « l'affaire Maryvonne », ou encore à Trebeurden), pour faire des coups pensés comme des appels aux pouvoirs publics.

À ce titre, nous devons être absolument déterminés à nous coordonner formellement et à nous tenir prêts à faire face à ces raouts-éclair, et à ne jamais sous-estimer la vitesse à laquelle le fascisme peut devenir grégaire et engendrer des mobilisations de l'ampleur de Chemnitz et Kothen en Allemagne.

L'extrême droite fait également son beurre sur des mouvements réactionnaires et anti-fiscaux (les Bonnets Rouges, la Manif pour tous...). Elle tente aussi de s'immiscer dans des conflits sociaux et entretient une confusion qui a pour but de faire émerger ses propres mots d'ordre.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, les camarades angevins appellent à une grande manifestation le 22 septembre contre l'implantation du Bastion Social dans leur ville.

Plutôt que de se lancer dans de tristes procès, il nous semble plus constructif de répondre le plus nombreux possible à l'appel, et d'établir un lien durable avec les groupes mobilisés afin d'être capable de bouger sur le grand ouest rapidement et efficacement lors d'initiatives contre l'extrême droite.

Par ailleurs, nous savons tous par expérience que le meilleur antidote contre l'extrême droite est une conflictualité sociale vivante, combative et révolutionnaire, que son absence dans les zones et les pays qui connaissent une forte poussée réactionnaire en Europe de l'Ouest en est une des causes principales.

À bas la justice et l'extrême droite !

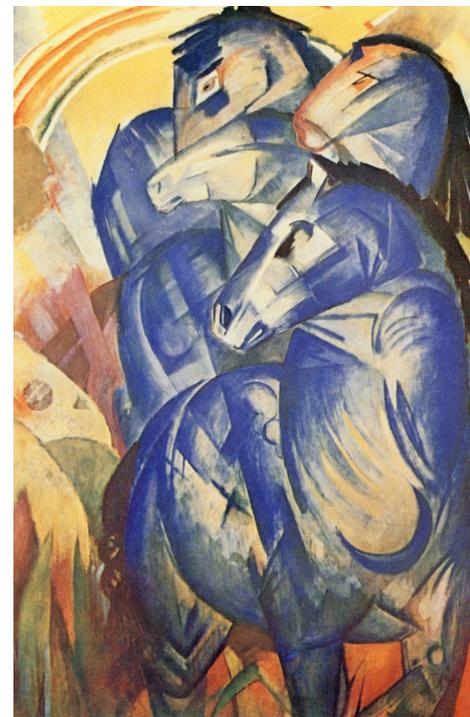
Vive le mouvement social !

—
1 Loi mise en place sous le front populaire après les événement du 6 février 1934 où les croix de feu, un rassemblement d'anciens combattants proche de l'extrême droite, avaient marché sur l'assemblée nationale.

2 Deux groupes d'extrême droite ont été démantelés par la police le premier en octobre 2017 et le second en juin 2018. Le premier s'était constitué autour de Logan Alexandre Nisin et avait des projets d'attentats et d'assassinats politiques. Le second, « Action des Forces Opérationnelles », était un réseau d'ancien militaires et d'ancien policiers qui aurait projeté des actions contre ce qu'ils considéraient être des islamistes.

3 Voir sur le site www.antifabzh.lautre.net « Dossier – l'affaire Maryvonne Thamin : quand les fascistes s'en prennent aux squatteurs »

[Let's block ads! \(Why?\)](#)



Détruire la Civilisation, détruire la Nature

Détruire la Civilisation, détruire la Nature

Thèses pour la décivilisation et le devenir dangereux

Vagabond Theorist / sans date

1.

Un des préjugés prédominants les plus nocifs de cette époque est la foi dans une Nature en tant qu'entité unifiée, séparée et même opposée à l'Humanité (perçue elle aussi comme une entité unifiée). Dans le contexte de cette doctrine, ce qui est spécifiquement Humain – ce qui est créé par l'activité humaine consciente – est appelé Artificiel, en tant qu'opposé au Naturel.

2.

Le concept de Nature (à savoir le concept que tous les êtres, choses, relations et activités non créés par des êtres humains constituent un ensemble unifié qui est en contraste avec toutes les choses, êtres, relations et activités consciemment créés par des êtres humains) est lui-même un produit de l'activité humaine consciente et, de ce fait, *artificiel*.

3.

Étymologiquement, le mot « nature » fait simplement référence à ce qui est né dans quelque chose, quelque chose qui lui est inhérent ; « artifice » fait référence à quelque chose qui est fabriqué avec une compétence consciemment appliquée. Considéré de cette façon il n'y a pas d'opposition nécessaire (« naturelle », si vous voulez) entre « nature » et « artifice », puisque ce qui est créé consciemment et avec maîtrise peut être fait seulement à partir d'êtres *naturels* (du moins pour le moment), avec une capacité *innée* à apprendre à agir consciemment et avec maîtrise.

Cela ne signifie pas que tout, ou même la plupart, des créations « artificielles » sont désirables. Tout comme il y a des réalités « naturelles » qui peuvent nous causer préjudice, il y a de nombreuses réalités « artificielles » qui nous sont nuisibles. De plus, tandis que les préjudices « naturels » sont normalement des événements temporaires que nous pouvons endurer et dépasser, les créations artificielles qui nous causent préjudice sont souvent censées être permanentes et même de plus en plus grandissantes. Ainsi, la seule possibilité de mettre fin à leur caractère nocif est de les démanteler ou de les détruire. Par exemple, les institutions, les structures de grande ampleur et les systèmes technologiques sont tous créés par l'activité humaine consciente. Ils forment un réseau qui définit et limite les possibilités de nos vies. Ils nous portent préjudice socialement et psychologiquement avec les limitations qui estropient l'imagination et la capacité créative. Ils nous portent préjudice physiquement, causant ou augmentant les désastres, les maladies, la pauvreté, la pollution etc. Les dépasser ne demande pas de l'endurance, mais plutôt une activité humaine consciente qui vise la destruction...

En outre, il y a des aspects de la réalité dans laquelle nous vivons qui ne sont ni « naturels », ni « artificiels », ni innés ni consciemment créés ; je parle là du large éventail des contingences historiques, sociales et culturelles qui se développent à partir du continu, fluide entrelacement des

relations humaines entre elles et avec les choses et êtres non-humains. Bien qu'elles se développent à partir de l'activité humaine, ce ne sont pas des créations conscientes, mais elles reflètent plutôt la rencontre avec le hasard et la nécessité de la vie dans ce monde. Pour cette raison, cela reflète souvent l'absurdité de la tentative de rationaliser institutionnellement le monde. Mais souvent cela offre aussi des possibilités de défier cette rationalisation institutionnelle. Ainsi, afin d'attaquer l'ordre dominant civilisé, nous devons regarder au-delà de la dichotomie « naturel »-« artificiel » et explorer cette sphère de contingence historique, sociale et culturelle, afin de saisir ce que nous pouvons utiliser comme arme pour notre révolte.

4.

La conception de la Nature en tant qu'entité unifiée est à la base de deux idéologies apparemment contradictoires, mais en fait complémentaires, qui servent l'ordre dominant, imposant le contrôle sur nos vies : l'idéologie moraliste qui associe le bien au Naturel et le mal à l'Innaturel, et l'idéologie métaphysique de l'aliénation inhérente, qui voit la nature comme une force hostile à l'Humanité et à son développement, une force à conquérir et à soumettre.

L'idéologie morale est appliquée à un plus ample degré dans le domaine sexuel, mais a été utilisée aussi contre les expériences magiques et alchimiques, tout comme toute activité qui est vue comme un défi à la domination de dieu (hybris). A notre époque, elle est employée contre une multitude d'actes sexuels, et aussi contre l'avortement. Les minorités sexuelles intéressées par l'assimilation essaient souvent de prouver la naturalité de leur sexualité (par exemple en déclarant que c'est génétique), opposée à l'innaturalité d'autres formes de sexualité (la pédophilie, dont la définition a été étendue dans les dernières années pour définir l'attraction sexuelle qu'un adulte prouve envers quelqu'un qui est en dessous de l'âge légale de consentement (*) et, dans une moindre mesure, la zoophilie sont les principaux exemples contemporains de désir « innaturel »). Mais que ce soit utilisé contre l'hybris des prétendues sorcières, alchimistes ou courageux mécréants, ou bien contre certains actes sexuels ou reproductifs, cette Nature *morale* sert comme outil pour garder en échec la passion et le désir et donc pour nous garder sous contrôle.

L'idéologie qui voit la Nature comme une force hostile que l'Humanité doit conquérir afin de satisfaire ses besoins, survient dans une certaine mesure avec toute civilisation, mais elle semble être devenue la conception dominante seulement avec la civilisation occidentale, au cours des derniers 5000 ou 6000 ans. Son ascension à la position dominante, en effet, correspond à l'ascension du capitalisme et au début de l'industrialisme. Ça a été nécessaire de commencer à canaliser les efforts créatifs humains dans une activité qui exploite au maximum toutes les ressources économiques possibles – naturelles et humaines – et cette idéologie a fourni une justification pour un tel développement de l'exploitation. Elle utilise les maladies, les tempêtes, les inondations, les sécheresses, les tremblements de terre et d'autres soi-disant problèmes et catastrophes naturelles pour appuyer cette perspective et justifier les interventions technologiques de contrôle les plus intrusives. Plus que l'idéologie morale, cette perspective est la justification moderne de la domination et du contrôle.

5.

La civilisation est un réseau d'institutions qui nous aliènent matériellement et pratiquement de nos

vies et de notre créativité et, en même temps, de la myriade de relations avec la variété infinie d'êtres et de choses qui composent le monde dans lequel nous vivons. Cette aliénation est ce qui transforme la multitude d'êtres et de choses dans l'*unité* de la Nature. Cette unité est le miroir de l'unité imposée de la civilisation.

6.

Surmonter l'aliénation peut donc être vu comme un processus de décivilisation. Mais qu'est que cela signifie ? Cela ne signifie pas un retour à l'état sauvage, revenir en arrière à l'état primitif, revenir à la Nature. Toutes ces idées impliquent le retour à une façon d'être qui est, en réalité, un modèle conceptuel (le Monde sauvage, le Primitif, le Naturel) et donc un idéal de civilisés. La décivilisation n'est pas le *retour* à quoi que ce soit. Le flux de relation entre des individus en perpétuelle évolution, qui est l'existence en dehors de la dichotomie Civilisation-Nature, n'est pas reproductible. Ainsi, la décivilisation doit être comprise et explorée sans modèle aucun, sans aucun concept de retour.

7.

Un processus de décivilisation serait, au contraire, un processus de destruction et de démantèlement. Certes, d'institutions et de structures matérielles et sociales ; mais aussi de structures idéologiques, les fausses unités conceptuelles (les « fantômes » de Stirner) qui canalisent la pensée à un tel niveau que la plupart de nous ne s'aperçoivent même pas de ces chaînes autour de notre pensée. L'unicité de la nature, l'unicité de la Vie, l'unicité de la Terre sont toutes des constructions idéologiques civilisées qui perpétuent la vision de notre relation avec le reste du monde à travers le prisme de l'aliénation.

8.

Dans cette optique, le désir d'attaquer et de détruire les institutions, les structures et les personnes qui imposent la domination du régime civilisé, devient significatif seulement si on expérimente des façons de saisir nos vies comme quelque chose qui nous appartient et des façons de se rapporter aux autres êtres en tant qu'individus qui s'efforcent de créer leur vies – par exemple quand nous attaquons concrètement les structures idéologiques qui canalisent nos pensées et désirs. Cela ne signifie pas rejeter toute catégorisation, mais plutôt reconnaître leurs limites en tant qu'outils précis. Les catégories peuvent, par exemple, nous aider à faire la différence entre plantes vénéneuses et comestibles. Mais elles ne peuvent pas nous dire la réalité, ni même les aspects les plus significatifs d'un autre être: ses désirs, ses aspirations, ses rêves...

9.

Reconnaissant et rencontrant l'unicité de chaque être à chaque moment, nous trouvons les bases pour déterminer comment réaliser nos désirs, pour reconnaître quand la complicité et l'entraide sont appropriées, quand le conflit est inévitable ou désirable, quand des rencontres passionnantes peuvent éclore et quand l'indifférence a un sens. Ainsi, nous sommes capables de nous concentrer sur ce dont nous avons besoin pour réaliser notre désir, quelle place, dans ce processus créatif, ont les autres êtres et choses et les relation que nous construisons avec eux.

10.

En ce qui concerne attaquer la civilisation, cela veut dire rejeter toute conception monolithique de

celle-ci, sans perdre de vue son caractère de réseau entrelacé d'institutions et de structures interdépendantes. Ces institutions et structures fondamentales peuvent exister seulement à travers l'aliénation des individus de leurs vies. Cette aliénation est leur base. C'est pour cela que nous ne pouvons jamais faire nôtres ces institutions et structures fondamentales, et ça ne sert à rien d'essayer de les saisir comme elles sont. Il faut plutôt les détruire, les éliminer de notre chemin.

Mais le développement de la civilisation a créé une grosse quantité de sous-produit de toute sorte : matériaux, outils, bâtiments, espaces de réunion, idées, capacités, etc. Si nous regardons la civilisation de façon simpliste, comme un monolithe compact, nous ne pouvons que déplorer notre besoin de continuer à utiliser quelques-uns de ces sous-produits, tandis qu'on rêve d'un futur lointain dans lequel on vivra dans un paradis où toute trace de ce monolithe aura disparu.

Si, en revanche, on arrive à faire la différence entre ce qui est essentiel pour la civilisation et ses sous-produits, et à se rapporter à ces derniers sans médiations, en termes de nos besoins et désirs (c.a.d. d'une manière décivilisée), de nouvelles possibilités s'ouvrent pour explorer comment vivre à notre manière.

11.

C'est comme ça que les hors-la-loi, les dénommées « classes dangereuses » tendent à se rapporter au monde. Tout ce qui n'est pas cloué au sol est là pour être pris et utilisé pour créer de la vie. En tant qu'anarchistes qui reconnaissent la civilisation comme institutionnalisation de relations de domination et d'exploitation, nous pouvons aussi nous rapporter à ces sous-produits en termes de comment ils peuvent être utilisés pour attaquer, détruire et démanteler la civilisation.

12.

Mais comment l'idée de se relationner à chaque être individuel en son unicité affecte le besoin humain de créer consciemment et habilement ? Si nous concevons les myriades de relations en constant changement autour de nous comme une Nature monolithique qui nous est foncièrement hostile, les méthodes techniques et les structures que nous développons viseront à conquérir, contrôler et dominer cette force hostile (peut-être même à la détruire). Si, en revanche, nous nous voyons nous-mêmes et tous les êtres autour de nous comme des individus uniques dans des rapports d'interaction toujours mouvants les uns par rapport aux autres, nous continuerons d'utiliser notre adresse, mais pas pour conquérir un monolithe. Au contraire, nous les utiliserons pour tracer notre voie à travers une merveilleuse danse de relations – détruisant les institutions figées qui bloquent cette danse – d'une façon qui porte la plus grande jouissance dans nos vies.

13.

Une pratique de cette sorte demande une imagination vitale et active et une ferme espièglerie.

Par *imagination* j'entends la capacité de « voir au-delà » ce qui est, de voir les *possibilités* qui défient et attaquent la réalité actuelle plutôt que la développer. Je ne parle pas ici de l'adhésion à une vision utopique précise – qui tendrait à créer des monstruosité autoritaires à la recherche d'adhérents à dévorer – mais de la capacité d'une exploration utopique permanente, sans destination, sans finalité.

Peut-être que cela est ce qui distingue les anarchistes des autres hors-la-loi. L'imagination a déplacé leur conception de jouissance de la vie au delà de la simple consommation, vers une création ludique. Certes, les façons dont les hors-la-loi ont souvent consommé, dans l'histoire – le gaspillage de tout ce qu'ils ont gagné avec leur intelligence et audace, dans des excès de festins débauchés et la jouissance immédiate de la luxure – va à l'encontre de la valeur capitaliste de l'*accumulation*, il n'empêche que ça résume toujours la richesse des objets, reflétant l'aliénation des relations actuelles. Une imagination active, pratique, peut nous montrer la *vraie* richesse, qui peut bondir de relations libres et de l'activité créative.

Par *ferme espièglerie*, j'entends le refus de se compromettre en assumant une identité qui nous définit entièrement, le refus de prendre au sérieux précisément ces choses auxquelles cette société donne de l'importance, l'insistance sur l'expérimentation à tout moment, dans sa vie, sans se préoccuper d'un futur qui n'existe pas. Le monde est rempli de jouets, de jeux et de défis qui peuvent accroître l'intensité du vivre. Ils sont souvent cachés, enterrés en dessous du sérieux institutionnel ou des nécessités de la survie imposées par l'ordre dominant. L'appréhension rebelle et hors-la-loi de la vie implique le fait de briser ces barrières.

14.

Ainsi, un processus de décivilisation, de libération de soi des contraintes et des obligations imposées par le réseau d'institutions que nous appelons civilisation, ce n'est pas un retour à quoi que ce soit. Cela ne tourne pas autour de l'apprentissage de quelques compétences et techniques ou de l'application de certaines mesures utilitaires. Il s'agit plutôt de refuser la domination de l'utilitaire, la domination de la survie sur la vie, d'insister sur le fait de sortir dans le monde pour *jouer* à notre manière, nous emparant de ce qui nous donne du plaisir et détruisant ce qui se met en travers de notre chemin.

Note :

* A l'origine, cela signifiait l'attraction sexuelle d'un adulte envers un enfant non pubère.

Un nouvel ELAN dans la guerre aux pauvres

Après entre autres la baisse des APL et le durcissement des conditions de travail, Macron et son gouvernement mettent en place en ce moment une nouvelle loi, la loi ELAN. Il s'agit de déréguler le marché du logement, dans la plus belle veine des idées libérales. Le mot d'ordre est d'en finir avec toutes les barrières qui gênent encore un peu les propriétaires les plus riches de spéculer et de se faire du fric sur le dos des classes populaires.

Voici un condensé de ce qu'on trouve dans cette loi :

Criminalisation des squatteurs et squatteuses

Selon l'article 58 ter, squatteurs, locataires au noir, sous locataires non déclarés et tout habitant et habitante ne pouvant prouver qu'il est installé avec l'accord du propriétaire est passible d'un an de prison et 15 000 euros d'amende, et d'une expulsion express sans jugement si le proprio porte plainte. La trêve hivernale est

supprimée. S'agissant d'un délit continu (permanent), **les occupants et occupantes actuels sont menacés**, notamment les migrants et migrantes qui survivent depuis des années dans des squats après s'être faits virer des hébergements d'urgence. C'est aussi le cas de tout un tas de sans-abris qui ont réussi à s'abriter dans des maisons vides depuis des mois ou des années, et de toutes celles et ceux qui refusent de payer cette escroquerie légalisée qu'est le loyer.

Ce durcissement se faisait pourtant déjà poindre. A Paris par exemple, il y a un an déjà, un sans-papier écopait d'un an de prison ferme pour avoir tenté d'ouvrir un squat. Il était alors inculpé pour violation de domicile et tentative de cambriolage, bien qu'aucun objet n'ait disparu de l'aveu des proprios. La maison restera donc inoccupée pour nourrir la spéculation.

L'INSEE comptabilise 9% de logements vides à Caen, soit près de 6000. Largement de quoi mettre un toit au-dessus de la tête de toutes les personnes à la rue. Mais l'Etat et le Capital ont depuis longtemps fait leur choix : peu importe que des gens soient à la rue, pourvue que quelques-uns et unes puissent faire fortune en faisant les poches des locataires et des petits propriétaires.

Davantage d'expulsions locatives

Il y a en France plus de 160.000 expulsions locatives chaque année. La loi ELAN se propose de les faciliter, et donc va en augmenter le nombre. Selon l'article 40 bis A, les délais de prévention de l'expulsion sont divisés par deux et passent à seulement un mois. Toujours plus de pauvres jetés dehors !

Baisse du nombre de logements sociaux

Les logements sociaux ne sont que des clapiers où l'on entasse les classes populaires. Mais c'est aussi le seul moyen de se loger pour des millions de gens... La loi ELAN va de fait en diminuer le nombre. Les villes doivent obligatoirement compter 25% de logements sociaux, bien que de très nombreuses villes préfèrent payer des amendes plutôt que de se conformer à cette règle. Selon l'article 46, les villes qui disposent entre 15 et 35% de logements sociaux pourront mutualiser dans le cadre de l'intercommunalité la production de HLM pour atteindre 25% en moyenne. En clair, on institue le fait que certaines villes peuvent concentrer les logements sociaux, pendant que d'autres à côté resteront le pré carré de la bourgeoisie.

La loi prévoit même que le taux de HLM des communes où un quart des habitants et habitantes sont sous le seuil de pauvreté pourra baisser à 20%. Plus il y a de pauvres, moins il y a de HLM pour les accueillir. Une façon comme une autre d'éradiquer la pauvreté...

Les logements sociaux pourront aussi être plus facilement vendus pour entrer dans le marché privé. A terme, c'est donc le parc de HLM qui va diminuer.

Favoriser le propriétaire face au locataire

Alors qu'il est toujours plus difficile d'obtenir un logement décent, de faire changer une fenêtre ou un chauffe-eau par son proprio, la loi ELAN favorise encore davantage le proprio face au locataire. L'article 53 prévoit ainsi le rétablissement des pénalités arbitraires en cas de retard de loyer, clause interdite par la loi ALUR de 2014. Des amendes pourront aussi être perçues par le proprio pour

non-respect du contrat ou du règlement intérieur. Les frais de procédure seront facturés aux locataires. Si tu as déjà la tête sous l'eau, l'Etat garantit la noyade pour protéger les propriétaires, non pas celles et ceux qui s'endettent toute leur vie pour une baraque, mais celles et ceux qui s'engraissent en louant.

Le proprio pourra en plus louer des clapiers pour arrondir ses fins de mois déjà bien fournis. Un bail mobilité est mis en place, une sorte de bail au rabais d'une période de 1 à 10 mois dans lequel les critères de logements décentes ne s'appliquent pas. Il est en outre confirmé que les sociétés lucratives peuvent louer à des résidents temporaires leurs espaces vacants, afin d'assurer le gardiennage et empêcher l'ouverture de squats, tout en touchant une petite rente avec les loyers des locataires.

Haro sur les handicapés

ce texte prévoit aussi de passer du 100% de logements neufs accessibles aux handicapés, prévu par la loi Handicap de 2005, à 10% de logements neufs accessibles. Pour le reste, les logements devront être « évolutifs », sans critères précis et sans savoir à la charge de qui se feront les travaux.

Guerre aux bailleurs !

Renforcer le droit des propriétaires, c'est-à-dire des plus riches, et s'attaquer aux plus pauvres est le sens de cette loi. Pourtant, toutes nos villes et nos villages sont le produit des générations précédentes et de nous-mêmes. Il devrait donc être impossible que quiconque s'accapare la moindre parcelle de cet ensemble. Il fût un temps où une partie non négligeable de la populace n'hésitait pas à crier « A bas la propriété ! » ou « Guerre aux propriétaires ! », et à mettre en actes ces belles idées. Il fût un temps où la volonté de rompre avec cette société injuste, dans laquelle la liberté se limite à choisir entre différentes marchandises futiles, était davantage vivante. Les grèves de loyer permettaient alors de cesser de remplir les poches des propriétaires, et l'expropriation était une arme révolutionnaire. Il fût un temps où on était encore nombreux et nombreuses à vouloir essayer de mettre en place ce principe : ***à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités.***

C'est encore ce principe qu'on voit poindre dans quelques éclats de révolte ici et là, que ce soit à travers **l'ouverture de squats**, les regroupements de locataires pour **empêcher une expulsion**, **l'entraide et la mise en commun** de ressources et de savoir-faire, des **sabotages** qui s'attaquent à l'ordre existant incarné entre autres par les alarmes et caméras de vidéosurveillance, les marchands de sommeil, les bétonneurs ou les huissiers, les **grèves**, y compris la grève des loyers pour faire plier les propriétaires et faire durer le combat, les **émeutes**, et toutes les **luttés sociales** qui savent échapper aux politiciens et politiciennes de tout poil, de gauche comme de droite...

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

[**Google se paye 200 m² de locaux publicitaires en plein centre de Nancy**](#)

Ce jeudi 20 septembre au LORIA (le laboratoire d'informatique de la fac de sciences de Nancy), deux VRP de Google France dévoilaient le dernier projet (encore « *confidentiel* ») de leur plan de conquête du monde : l'*Atelier Numérique Google de Nancy*. Tout un programme...

Dans le cadre de la « 6^e Académie Digitale de Nancy Numérique » (on ne rigole pas !) qui se tenait au LORIA (le laboratoire d'informatique de la fac de sciences de Nancy) ce jeudi 20 septembre, deux VRP de Google France sont venu.es dévoiler à toute une brochette de fièr.es représentant.es de la Start-up Nation le dernier projet — encore « *confidentiel* » — de leur plan de conquête du monde : l'**Atelier Numérique Google de Nancy**.



Natacha Rougeault (à gauche) et Marc Vincent (à droite) vendent leur Google-soupe. Au centre, Olivier Nouveau (président de Nancy Numérique) leur tient le crachoir.

Deuxième Atelier Numérique Google à ouvrir en France — et dans le monde, s'il vous plaît ! — après celui de Rennes en juin dernier [1], il s'agira d'un lieu de 200 m² situé dans le centre-ville de Nancy, animé par 7 *coaches* Google, et regroupant salles de conférence, espaces pour ateliers de formation ou pour *coaching* personnalisé, ainsi qu'un « *espace innovation* » où seront exposés les derniers gadgets hi-tech de l'hydre de Mountain View (façon casques de réalité virtuelle et autres babioles du même acabit). Ouverture prévue entre fin 2018 et début 2019.

Mais ne vous inquiétez pas, braves gen.tes ! Ceci n'est en rien une tentative de Google de s'octroyer 200 m² d'espace publicitaire et de galerie produits en plein Nancy, bien au contraire ! C'est tout du moins ce qu'ont tenté de faire croire Natacha Rougeault (qui se définit elle-même comme « *évangéliste Google* » sur son compte Twitter [2]) et Marc Vincent, les deux commerciaux de Google France venu.es vendre leur soupe aux designers en mal de business de chez Nancy Numérique.

À les entendre, effectivement, on croirait presque que Google n'est rien de moins que le paragon de la philanthropie numérique. L'objectif affiché de cet Atelier Numérique est ainsi d'organiser et d'accueillir des « formations gratuites et ouvertes à tous, afin de renforcer les compétences numériques de chacun ». Google souhaite ainsi « faciliter l'accès à l'emploi des étudiants, sensibiliser les familles à un usage sécurisé d'Internet, initier les plus jeunes au code informatique ou encore contribuer au développement en ligne de l'activité commerciale des PME ». Dixit Sundar Pichai lui-même, son PDG [3]. Rien que ça.



Des enfants subissent le catéchisme Google à l'atelier de Rennes.

Pire encore : la vocation d'un tel Atelier Numérique est soi-disant complètement « agnostique ». Hors de question d'y voir une quelconque opportunité commerciale pour Google de faire du prosélytisme et de la retape pour ses produits, non non non ! Bien au contraire d'ailleurs : il s'agira de travailler en partenariat avec « l'écosystème local », de « co-construire avec l'existant ».

Pas question donc de remplacer ou concurrencer les activités déjà en place, mais plutôt de travailler main dans la main avec les associations, entreprises et collectivités locales pour leur offrir une splendide plateforme flambant neuve — et avec plein de matos estampillé Google à disposition — pour organiser formations, conférences, ou autres journées de *job dating* [4] en partenariat avec Pôle Emploi. C'est même tellement « agnostique », tellement ouvert, qu'on pourra même y organiser des ateliers de « dé-GAFA-isation » (c'est-à-dire de désintoxication à Google, Apple, Facebook, Amazon et consorts). Vous voyez, iels sont vraiment pas si méchant.es, chez Google !

D'ailleurs, face à la question d'un incrédule qui osait mettre en doute la bonne foi de Google dans cette démarche parfaitement altruiste, Natacha Rougeault a expliqué qu'elle comprenait bien que cela puisse faire débat, car ce n'était vraiment pas courant pour une grande entreprise comme Google que d'avoir ce genre d'engagement, totalement dénué d'intérêt commercial. Mais si Google va dans cette direction, a-t-elle assuré, c'est avant tout pour réduire cette terrible fracture numérique qui laisse tant de victimes sur le carreau [5]. Heureusement donc que Google est là pour évangéliser — ou Googliser — ces mécréant.es, perdu.es dans une jungle numérique si hostile et impénétrable, en les prenant par la main et en les habituant, dès leurs premiers pas, à utiliser les outils Google, tellement conviviaux et rassurants.



Non non non, ce n'est pas une opération publicitaire, qu'on vous dit ! (Photo prise devant l'atelier numérique Google de Rennes)

Après, bien sûr, a-t-elle poursuivi, Google se lance aussi dans ce projet « *pour humaniser la marque, pour recréer du lien avec les gens* ». Mais ça serait vraiment leur accorder bien peu de crédit que de penser que Google pourrait avoir un quelconque agenda économique derrière l'idée de mettre gratuitement à disposition des associations, entreprises et collectivités locales un splendide lieu de 200 m² en plein centre-ville, ouvert et accueillant, totalement décoré aux couleurs de Google, équipé de tous les derniers outils et gadgets Google, géré et animé par des *coaches* Google. N'y voir qu'une vaste opération publicitaire relèverait vraiment du cynisme le plus profond.

Et il serait aussi de la plus pure mauvaise foi que de songer un seul instant qu'en invitant les structures locales à proposer, organiser et animer elles-mêmes ces ateliers de formation, Google serait en train de compter sur le bénévolat — ou sur le travail gratuit, plutôt — de ces associations pour produire le contenu de ses Ateliers Numériques et faire venir plein de monde dans leurs locaux.

À moins que...

Pour en savoir plus sur les impacts de l'implantation de Google à Rennes et sur les résistances locales, consultez la page de [No G00gle](#).

Répression

Cédric Herrou bousculé à Valence par des militants anti-migrants de Génération identitaire



publié le mardi 18 septembre 2018 à 17:50 | Leslie Carretero - Info Migrants |

Dimanche 16 septembre, 19h. Une centaine de personnes attend patiemment devant le cinéma Le Navire, à Valence, pour assister à la projection du [film "Libre"](#), qui raconte le combat de Cédric Herrou. Le célèbre agriculteur de la Roya (Alpes-Maritimes), qui [accueille chez lui des migrants arrivés d'Italie](#), est aussi présent. L'ambiance, bon enfant, dégénère quand huit hommes d'une trentaine d'années débarquent de "manière agressive", rôdent autour du cinéma et balancent de la farine au visage de [Cédric Herrou](#).

"Ils avaient tous la tête recouverte d'une capuche noire et portaient des écussons du mouvement [anti-migrants et d'extrême droite, NDLR] Génération identitaire", raconte à InfoMigrants l'agriculteur qui reçoit régulièrement des menaces de morts à son domicile. Rapidement, le public réussit à maîtriser l'un des identitaires, qui finit par terre avant de s'enfuir avec ses comparses. "Une ambiance carnavalesque maladroite et ridicule qui tourne mal", se moque Cédric Herrou sur son compte Facebook.

Si le militant prend cette "agression" avec humour, il en reste pas moins indigné. "C'est de l'intimidation et ça peut devenir dangereux. De plus, je trouve que c'est très grave d'attaquer un lieu qui diffuse un film", déplore l'emblématique agriculteur. "On est en démocratie ! On n'attaque par la culture et l'art", continue-t-il.

Cédric Herrou n'envisage pour l'instant pas de suite judiciaire, mais le cinéma a lui porté plainte.

Le groupuscule d'extrême-droite Génération identitaire s'est fait connaître l'été dernier avec son navire C-Star. Le bateau a voulu [empêcher les ONG humanitaires de secourir les migrants en mer](#) Méditerranée. Cet hiver, ils ont également fait parler d'eux [en bloquant le Col de l'échelle, dans les Alpes](#), point de passage de nombreux migrants venant d'Italie.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Appel à rassemblement le 25 septembre devant le Palais de Justice pour soutenir notre ami Loïc !



Mardi 25 septembre à 13h30 notre ami Loïc, récemment arrêté après plus de 2 mois de cavale, passera à nouveau devant le tribunal car le parquet a fait appel de la relaxe en première instance de son procès « Anonymous 2 », le 8 mars 2017.

Rendez-vous à partir de 13h devant le Palais de Justice, métro Cité, pôle 4, chambre 10 !

Hambourg – Bure, ou quand l'idée de justice s'embourbe Solidarité avec Loïc Citation // par Groupe de Soutien antinational

Notre camarade et ami, maraîcher et poète, frère et compagnon Loïc, a été arrêté par des unités d'intervention de la police le 18 août à Nancy. Ces derniers ont exécuté un mandat d'arrêt européen qui avait été émis à son encontre en raison de sa participation présumée aux émeutes durant le sommet du G20 à Hambourg. Après trois mois de clandestinité, l'État a mis fin à la liberté de notre ami alors qu'il essayait de rendre visite à ses proches.

Depuis, Loïc se trouve à la prison de Nancy-Maxéville. Il est actuellement menacé d'extradition vers l'Allemagne pour répondre de « graves infractions » commises durant les contestations contre les plus puissant.e.s criminel.le.s, despotes, chef.fe.s de guerre et truqueur.e.s d'élection de ce monde.

Mais qui sont les terroristes ?

L'État allemand veut se venger. Loïc, les autres amis qui se trouvent en prison - Christian, Tamaş et Mohammad - et peut-être encore d'autres indociles, doivent payer pour les émeutes qui se sont déroulées dans les rues de la ville hanséatique (Hambourg) l'année dernière, lors de ces jours enflammés de juillet .

La vengeance n'est pourtant pas le but de la justice. L'administration hambourgeoise semble cependant démontrer le contraire, notamment au vu de ses jugements sévères et les incroyables moyens d'investigation mis en oeuvre. La justice française suit la même tendance et a trouvé en Loïc un parfait bouc émissaire dont le sort doit servir d'exemple.

Il est poursuivi pour diverses infractions en France, qui n'ont rien à voir avec Hambourg. Qu'il s'agisse de supposées participations à une cyberattaque, à des manifestations ou à la dégradation d'une clôture du soi-disant « labo de recherche » de la poubelle nucléaire CIGÉO, c'est avant tout son activisme qui est criminalisé. « In dubio pro reo » (le doute profite à l'accusé) n'est plus un principe en vogue dans une justice qui devient toujours plus politique.

Ce mardi, 25 septembre, Loïc devra passer en appel devant le palais de justice à Paris (Pole 4, chambre 10) pour répondre des accusations d'attaques informatiques. Il y a plusieurs années, le jeune activiste a été condamné pour avoir participé à un piratage d'infrastructure informatique de grands projets inutiles.

L'un des nôtres

Loïc est depuis toujours un insoumis qui a été politisé dans une époque où les gouvernements et les lobbies ont largement étendu leurs ambitions néolibérales destructrices des systèmes sociaux et écologiques. Une période durant laquelle les frontières sont de plus en plus fermées et où les flics, de plus en plus militarisés, maltraitent et tuent les insubordonné.e.s, dans les forêts, dans les rues, dans les cités et dans les prisons.

Mais Loïc a aussi été politisé à une époque où la résistance concrète devient de plus en plus palpable : à Sivens, dans le Val-de-Suse, à Notre-Dame-des-Landes ou à Bure – où la France entend construire le plus gros chiotte nucléaire d'Europe. Il a été politisé dans un temps durant lequel nous nous sommes défendu.e.s contre les grands projets inutiles et où en 2016, des centaines de milliers de personnes, des douzaines de barricades, des pluies de pavés et de cocktails explosifs ont tenté de freiner des mois durant, la machine de casse sociale et la libéralisation du marché du travail.

La « cellule de Bure »

Depuis l'instauration du tandem zélé - le procureur Glady et le juge Le Fur - au tribunal provincial de Bar-le-Duc, la répression contre ceux qu'ils appellent « les gens de Bure », est de plus en plus dure. Des douzaines de camarades ont écopé d'interdictions de territoire en raison de leur engagement contre CIGEO. Après plusieurs mois de scandaleuses écoutes téléphoniques et autres odieux moyens de surveillance, diverses personnes engagées depuis des années contre le projet CIGEO se voient mises en examen pour association de malfaiteurs et se retrouvent interdits de territoire et interdits de se contacter.

En plus de l'occupation militaire du territoire par les gendarmes, se sont accumulées ces deux dernières années des dizaines de perquisitions, des saisies, plusieurs blessés graves et l'expulsion du bois qui avait été libéré pendant 18 mois. Les ministères publics et les flics des deux côtés de la frontière semblent soudain considérer la Meuse, ce calme département de Lorraine, comme le « quartier général » des Black Blocks.

Bien que ce soient leurs projets délirants qui constituent une menace contre l'humanité et la nature, c'est notre humble résistance qui est présentée comme terroriste et qu'ils tentent de saper par tous les moyens. Que ce soit à Notre-Dame-des-Landes, à Bure, à Hambacher Forst ou à Kolbsheim, la terreur est et reste le moyen des puissants. Ils exercent leur pouvoir par la violence, la propagande et la peur. Leur système repose sur l'exclusion, la stigmatisation, la censure et la prison.

La génération de la résistance

Nous sommes la génération à laquelle il a été inculqué que les frontières ouvertes, les relations internationales et la solidarité, indépendamment de l'origine ou de la classe sociale, sont des valeurs positives. En revanche, dans les sociétés capitalistes, la solidarité ne constitue qu'un prétexte à

l'extension du marché. « Liberté pour les marchandises, mais pas pour les humains », c'est le credo indéniable que ces gouvernements ambigus diffusent.

Si notre idée de progrès est celle d'une société ouverte, la vision court-termiste du capital, elle, ne mène qu'à la destruction des ressources vitales et à l'anéantissement des opportunités des générations futures. À présent ils nous reprochent d'être des criminels internationaux. Ce sont pourtant eux qui s'abritent derrière le prétendu État de droit, pour le tordre et réprimer féroce ment les dissidents jusqu'au-delà de leurs frontières.

Liberté pour Loïc !

L'instance suprême de Paris décidera dans quelques jours de son extradition ou non vers l'Allemagne. Si le mandat d'arrêt européen est exécuté, il sera probablement placé en détention provisoire pendant plusieurs mois.

Au vu du déroulement des premiers procès à Hambourg, caractérisés par des jugements disproportionnés, une lenteur inhabituelle des procédures et une propagande active de l'État, il est à craindre que le cas de notre ami ne soit utilisé par les autorités essayer l'affront de leur fiasco politique au G20 et pour satisfaire leur besoin de revanche.

Bien que l'État français ait tenté depuis des années maintenant de briser l'insubordination de Loïc, ce dernier n'a jamais abandonné ses idéaux pour un monde plus libre et plus juste. Nous sommes convaincus qu'en Allemagne non plus, ni les tribunaux, ni les flics, ni le système carcéral ne seront assez forts pour rompre ses convictions. Loïc fait partie de ceux et celles qui font de la résistance au capitalisme une fête internationale. C'est maintenant à nous tou.te.s de lui apporter un soutien retentissant.

Ces dernières années, il a lutté à nos côtés contre cette société délirante avec génie et folie. Nous allons donc tout faire pour que ses pensées, son art et sa résistance soient d'autant plus visibles à l'heure où les États le privent de liberté.

Nous appelons à une large solidarité avec Loïc et tou.te.s les prisonnier.e.s. Nous allons montrer notre colère aux autorités répressives responsables de son incarcération. Nous ne ferons pas de compromis nous ne leur laisserons pas l'ombre d'un espoir de nous atomiser.

Seul.e.s quelques un.e.s sont enferm.e.s, mais nous somme tou.te.s visé.e.s !

Brisons tous les murs !

Liberté pour Loïc !

À bas le monde des puissants !

Notre solidarité est une arme !

Rendez-vous le 25 septembre à Paris pour manifester notre soutien et amitié à Loïc !

Les textes de Loïc

- [Le compte-rendu de la 1^{re} audience du procès « Anonymous 2 »](#)

- [Délibéré du procès « Anonymous 2 »](#)
- [Juin 2018, Je choisis la cavale](#)
- [Quelques nouvelles suite à l'arrestation de Loïc le 19 août chez ses parents](#)
- La brochure [Sachez que je n'attends rien de votre institution](#), qui retranscrit le procès de Loïc suite à son arrestation lors de la manifestation du 18 février 2017 à Bure
- [La page facebook Loïc Citation](#)

Forêt d'Hambach, Allemagne un mort lors d'une des tentatives d'évacuation de la forêt

Le 19 septembre, vers 16 h, un homme est mort lors de cette évacuation. Il a chuté d'une passerelle qui reliait des cabanes entre elles



C'est une histoire qui débute simplement. Elle se déroule en Allemagne, à trente kilomètres de Cologne. C'est l'histoire de deux cents hectares de forêt primaire, occupés



Le bois est occupé depuis six ans par des activistes écologistes qui y ont construit une cinquantaine de cabanes dans les arbres Car cette forêt est vouée à être sacrifiée pour permettre l'extension d'une mine à ciel ouvert de lignite, communément appelé « *charbon brun* »

Lors de l'évacuation de la forêt de la forêt d' [Hambach](#), un jeune militant est mort mercredi 19 septembre. L'objet de la répression policière : permettre l'extension d'une mine de charbon géante, en contradiction avec les engagements sur le climat. La France est impliquée dans ce forfait car la Caisse des dépôts et consignations a investi des fonds dans la compagnie allemande RWE.

C'est une histoire simple, car elle révèle, en quelques phrases, la vérité des gestionnaires du gouvernement . Et cette histoire implique la France, par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts et consignations et du Fonds de réserve pour les retraites, a investi des millions d'euros dans les actions et les obligations émises par RWE, l'entreprise qui exploite cette mine et avec elle plusieurs dizaines de centrales thermiques (dont une quinzaine à charbon).L'évacuation des zadistes de la forêt d'Hambach a lieu alors même qu'une « commission charbon » travaille depuis juin à un plan de sortie du charbon. Elle réunit des représentants du gouvernement, des gouvernements régionaux concernés par les mines et les centrales à charbon, les industriels et les syndicats. Y siège aussi un représentant des Amis de la terre Allemagne.

reformulé à partir de plusieurs textes

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Solidarité

Warsaw Anti-Prison Days 2018 (Poland)

Dear Comrades,

ABC Warsaw would love to invite you for Antiprison Days, which takes place October 26th-28th 2018 in Warsaw! Right now we prepare the program for this event but we can tell you that our plans are so ambitious!

It's 5th time when we organize Antiprison Days in Warsaw. We invite you to join interesting discussions and workshops (for ex. presentation about the "Network" repressions or workshop about transformative justice). Also we are planning anti-police and anti-repression movies, benefit tattoos, and disco party!

We see Antiprison Days as a opportunity to meet with people, exchange knowledge and skills, talk about topics important to us, and making links between groups and individuals and have fun – and sharing our ideas with new people as well. So if you would like to join us (maybe with your distros or presentation/workshop) you're more than welcome!

At the beginning of October we will present to you the program of the event. If you have any suggestions, proposals or questions – please write to us.

Hope to see each other in Warsaw

In solidarity

Warsaw ABC

<http://www.ack.most.org.pl/>

[ZAD NDDL] En mémoire de steffen et tout les autres !

Mecredi, 19 septembre, un militant automedia décède d'une chute de 15m du haut d'une des passerelles qui reliait une cinquantaine de cabanes dans les arbres de la forêt de Hambach. Des cabanes construites dans le cadre d'une occupation qui a debuté il y a 6 ans. Une occupation visat à empecher la destruction de la forêt de hambach par RWE. Une foret cetenaire devrait faire place à l'extesion de la mine de charbon qui a deja devoré presque 4000 ha en 40 ans.



Comme l'Etat français l'a fait pour la ZAD de NDDL, l'etat allemand a choisi d'utiliser une répression impressionnantes afin d'expulser les 150 occupantes. Plus de 3000 robocops, certains a cheval, canons a eau, plusieurs blindés et hélicoptères ont été déployés afin d'accomplir la destruction.

Une enième fois la présence répressive de la flicaille a fauché la vie d'un militant.

Nous avons en réponse exprimé un feu de rage sur la route D281 dans la zone à défendre de NDDL a feu lama faché, construite avec des camarades de Hambach et détruite en avril 2018 par les forces répressive de l'état.

Nous ne voulons ni des flics ni du capitalisme destructeur et oppresseur. Ni ici à Notre-Dame-des-landes, ni à Hambach, nulle part !

Contre l'exploitation par le capitalisme ! Contre la destruction du naturel ! Contre la répression par l'état et ses robocops !

Nous continuons la lutte pour un lendemain solidaire qui nous plaît !

ZAD PARTOUT !

En mémoire de Rémi, Steffen et toutes les autres !

Solidarité internationale !

#ZAD #NDDL #HambiBleibt

#ACAB

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Communiqué for September 9th Burnside Jail Noise Demo

from it's going down

Anarchists in so-called Nova Scotia detail a noise demonstration in solidarity with the prison strike on September 9th.

On the evening of Sunday, September 9, 2018, a group of anarchists and prison abolitionists marched onto the premises of the Central Nova Scotia Correctional Facility (more commonly known as the Burnside jail) to communicate a message of love and solidarity to the prisoners inside. September 9th was the last day of the Black August North prisoner strike organized by people on the inside, which had started three weeks earlier. The initial prisoner statement and strike demands are outlined here. Their statement at the end of the strike is found here.

The strike started on August 21, the 47th anniversary of George Jackson's death in 1971, and ended on September 9, the anniversary of the Attica prison uprising in the same year.

Our group first approached the women's wing, which is where we turned on our sound system, unfurled our banners, started lighting fireworks, and began chanting as loud as we could. They responded by banging on the windows. We did not stay too long before we marched further to the men's wing where strike organizers were locked up. We were there for about twenty minutes. We showed them a grand fireworks display, and some participants climbed up the fence, either to wave to people inside or tie flowers to the uppermost chain links.

Here are some of the things we chanted:

"Burnside Jail to Collins Bay, fighting back is the only way."

"They can take our lives away, but not our dignity! Our hearts will pound against these walls until we all are free!"

"Our passion for freedom is stronger than their prisons!"

Our banners read: "Prison is Revolting" and "Against Prison"

At moments when we stopped making noise, we were able to hear rhythmic banging on the windows. Some prisoners waved, and others flicked the lights on and off in their cells. At one point, the chant of "You are not alone" was taken up spontaneously in our group (it wasn't on our chant sheet), and that turned into an especially powerful moment of connection and tears. Eventually, we ran out of fireworks, and so we waved goodbye and left the way we came in.

It was as we were approaching the women's wing again, with the intention of communicating to those prisoners for a little while longer before calling it a night, that a Halifax PD paddy wagon arrived. The vehicle screeched to a halt 20 or so feet from us, and two cops came out and charged us. What followed was a short scuffle in which the cops laid hands on several people, many people were pepper sprayed, and one person was brought to the ground and put in handcuffs. A third cop jumped out of the back of the van with a dog, which was used to intimidate and clear away the crowd. Though the presence of a trained-to-be-vicious and unpredictable-seeming police dog did cause our group to back up, we continued to yell at the pigs together and stayed tight. It was clear to us that the cops were intimidated by our collective rage and defiance.

What we were doing on September 9th was, of course, an effort to confront prison by connecting with the prisoners inside and showing our solidarity with their struggle. It was not planned as a combative action, we were not prepared for a fight. Based on our collective experience of attending dozens of previous noise demos outside jails in so-called Canada, we did not predict such an

immediately escalated response from the police. At the very least, we expected to be told to leave before being attacked and having a friend put in handcuffs. It's not at all surprising, though, that Halifax cops would respond to our demonstration with aggression. That's what cops do.

In the words of the Burnside jail prisoners, from their statement at the end of the strike:

“To the protestors who came right down through the woods to the back of the jail, risking their freedom to stand in solidarity with us, you gave us the most liberating feeling. We want you to know, we could hear you, and we believe you: we are not alone. Thank you. We love you, and are grateful to have you by our sides.”

This demonstration fully achieved what we set out to do – express our love and solidarity with those locked up, connecting despite the seemingly impenetrable prison walls. Our experiences strengthen our resolve to act in solidarity with those struggling against the cruelty of prison. The police response strengthens our rage against them, and against all State institutions of social control and criminalization.

– some anarchists

(because nothing ever happens in Halifax and it's news-worthy, plz share)

